



Jean LOLIVE

CANDIDAT DU Parti Communiste Français

pour l'union des forces
de gauche et démocratiques

JACQUELINE CHONAVEL, SUPPLÉANT

Depuis 9 ans, je vous représente à l'Assemblée nationale.

Au cours de ces deux législatures, je me suis efforcé de rester fidèle au programme sur lequel vous m'avez élu, en défendant les intérêts des populations de la circonscription.

Avec mes camarades, du groupe communiste, j'ai déposé 80 propositions de loi et personnellement 80 questions écrites, portant notamment sur la juridiction du travail, le droit au maintien dans les lieux des aveugles, le ravitaillement en charbon de la région parisienne, pour la défense des revendications des soldats et contre les brutalités dans les casernes, contre les

fermetures d'usines et les licenciements, contre la suppression de lignes d'autobus, sur les opérations de rénovation entreprises dans les communes du canton.

Comme ma suppléante, Jacqueline CHONAVEL, et avec nos conseils municipaux, nous nous efforçons d'améliorer les conditions de vie de nos administrés. Malgré les entraves du pouvoir, nous avons réalisé d'importants équipements : logements, écoles, colonies de vacances, gymnases, stades, maisons de jeunes, réfection de voirie et modernisation de l'éclairage...

Partout où l'injustice, la misère, le malheur frappent, nous contribuons à aider ceux qui souffrent, qui luttent.

Le triste bilan du gaullisme

Depuis 1957, la production a augmenté de 60 %, la productivité de 50 % mais le pouvoir d'achat de nombreux travailleurs diminue.

Quatre millions de Français gagnent moins de 60 000 A.F. par mois. Les travailleurs de chez BOURJOIS, SABLE, POIVROS-SAGE, des COMPTOIRS FRANÇAIS, etc. sont dans ce cas.

La semaine de travail est la plus longue d'Europe. Le chômage s'étend sur des régions entières. Les entreprises comme MARCHAL, ANDRE, ASTRA PELLERIN, LA SEIGNEURIE, BENDIX et P.P.Z. quittent nos localités et licencient du personnel.

La construction de logements sociaux diminue dans notre pays et le prix des loyers s'élève, accaparant parfois 30 à 50 % des salaires. La Sécurité Sociale est menacée, l'équipement scolaire retarde, l'accès de l'Enseignement supérieur est barré à la plupart des enfants d'ouvriers, plus de 50 % des jeunes n'ont pas de métier.

QUI ACCAPARE LES RICHESSES CREEES PAR LE LABEUR DES FRANÇAIS ?

Les profits des grands capitalistes n'ont cessé de croître en 9 ans :

En 1966, dans notre secteur l'Etat gaulliste a prélevé environ 20 milliards d'anciens francs d'impôts directs et indirects, impôts payés essentiellement par la population laborieuse.

De cet argent, que fait le pouvoir ?

Il nous pleure, on nous refuse les crédits pour les équipements sociaux, sportifs, culturels, scolaires, dans nos communes.

Par contre sa générosité à l'égard des grandes firmes capitalistes est sans limites.

Pour cette même année, ces grosses sociétés ont bénéficié de 110 milliards d'A.F. de dégrèvement d'impôts et 3 500 milliards d'A.F. (le tiers du budget 1966) tombent dans les coffres des sociétés capitalistes qui sont fournisseurs de l'Etat, sous forme de commandes militaires et civiles.

De plus les dépenses militaires engloutissent le quart du budget.

La force de frappe pèse lourdement sur notre économie. Ruineuse, elle freine notre équipement social. Dangereuse, elle fait de la France une cible en cas de conflit. Elle constitue un obstacle au désarmement, un encouragement aux prétentions des revanchards Ouest-Allemands, à un armement nucléaire. Elle entrave le rôle pacifique de notre patrie dans le monde.

Depuis près de 9 ans, par une Constitution antidémocratique et une loi électorale injuste, le pouvoir gaulliste s'appuie à l'Assemblée nationale sur une majorité docile, représentant seulement 36 % des secteurs pour imposer sa politique.

Ce régime qui se présente comme celui du progrès et de la stabilité, n'est en réalité qu'un régime autoritaire au service des grandes féodalités économiques.

De cette stabilité des bas salaires et des longues journées

T.S.V.P.

de travail, du manque de logements et des loyers chers, des classes surchargées, de la misère pour les vieux, nous ne voulons pas.

Notre parti propose lui une stabilité dans le bien-être fondée sur l'union de toutes les forces démocratiques, sur un programme commun.

Ce que nous voulons

Le Parti Communiste Français veut contribuer à la création d'un régime nouveau, d'une démocratie réelle. Il propose un programme novateur.

Le Parti Communiste lutte pour la démocratie

Il veut un gouvernement dont la stabilité soit fondée sur l'élection d'une véritable Assemblée nationale, sur la cohésion des forces démocratiques et une large participation du peuple à la gestion des affaires publiques.

Le Parti Communiste est le parti du progrès social

Son programme prévoit de s'attaquer à la domination du grand capital en nationalisant les branches essentielles de l'économie et en assurant l'expansion économique et le progrès social par un plan démocratique.

Il préconise une réforme démocratique de l'enseignement.

Il vise à l'augmentation générale des salaires, traitements, pensions, à la réduction de la durée de la semaine de travail, à l'abaissement de l'âge de la retraite, à assurer la garantie de l'emploi, à l'amélioration de la condition féminine, à la construction des logements nécessaires et à l'équipement social indispensable. Il tend à assurer l'avenir de la jeunesse donc, l'avenir de la France.

Le Parti Communiste Français n'a cessé depuis le premier jour, de combattre le pouvoir personnel.

Il travaille à réunir tous ceux qui veulent assurer la relève démocratique du pouvoir réactionnaire.

Il se réjouit de l'accord conclu avec la Fédération de la Gauche Démocrate et Socialiste. Il aidera à réaliser l'alliance des démocrates sur un programme commun de gouvernement.

Le Parti Communiste est le parti de la paix

La cause de la paix exige en tout premier lieu l'arrêt de l'agression américaine au Vietnam et le droit pour le peuple Vietnamien de décider de son propre destin.

En votant pour le candidat présenté par le **Parti Communiste Français**, vous vous prononcerez pour une France démocratique, prospère, indépendante et pacifique.

Pour l'Union des Forces ouvrières et démocratiques, travailleurs, démocrates, républicains, bloquez vos voix sur le candidat du **Parti Communiste Français**

LE 5 MARS, votez, faites voter

Jean LOLIVE

Député,

Maire de Pantin

Jacqueline CHONAVEL

suppléant
Maire de Bagnolet,

Le Parti Communiste refuse le pouvoir personnel d'aujourd'hui soutenu par les candidats gaullistes. Il refuse tout autant le retour au passé et la soumission aux dirigeants américains, voulus par le candidat du prétendu « centre » de LECANUET.

Il refuse la politique de réaction sociale des gaullistes et des centristes.

Dans le même temps, il importe d'établir les conditions de la sécurité européenne.

Opposé à la reconduction et à l'amélioration du Pacte Atlantique, le Parti Communiste Français agit pour la dissolution simultanée des blocs militaires. Il lutte pour une politique de Paix, de coopération européenne et internationale de désarmement conforme à l'intérêt national.

~ ~ ~

Pour défendre sa politique rétrograde et prodiguer ses promesses électorales, l'U.N.R. convaincue de sa défaite représente comme candidat l'éternel battu du secteur, BELLOT.

Battu aux élections législatives de 1962, battu aux élections municipales de 1959 et 1965, il ne manquera pas de l'être cette fois encore.

Quant à la réaction et aux patrons qui soutiennent le « centre » de Lecanuet, ils ont choisi l'imprimeur FAUGER, qui a trempé dans toutes les combinaisons avec l'U.N.R., battu sur la même liste que BELLOT aux élections municipales de 1965 à Pantin.

La Fédération de la Gauche Démocrate et Socialiste, elle présente la candidature de principe d'Ulysse PELLAT.

Dans notre secteur, la victoire des forces de gauche ne peut se concevoir que par l'élection du candidat du Parti Communiste Français.

L'élire dès le premier tour, porterait un coup plus sérieux encore au gaullisme et à la réaction. Plus sera important le nombre de suffrages recueillis sur son nom, plus grande sera son autorité à l'Assemblée nationale.

Dès le premier tour, votez communiste contre : le pouvoir personnel, contre ses alliés du « centre » et pour une démocratie réelle.

Dès le premier tour, votez communiste pour donner à nos propositions unitaires la force de millions et de millions de suffrages.

Dès le premier tour, votez communiste, donnez à notre candidat Jean LOLIVE et à notre programme, l'appui de votre confiance.